

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 124.429 du 21 octobre 2003

A.136.096/VIII-3559

En cause : **SEVRIN** Etienne,
ayant élu domicile chez
Me LAGASSE, avocat,
place de Jamblinne de Meux 41
1030 Bruxelles,

contre :

**la Radio-Télévision belge de la
Communauté française (RTBF),**

ayant élu domicile chez
Mes Philippe LEVERT et
Jacques ENGLEBERT, avocats,
avenue Louise 149/22
1050 Bruxelles.

Partie intervenante :

ROBBEN Emmanuel,
ayant élu domicile chez
Mes Vincent DE WOLF et
Philippe SIMONART, avocats,
avenue de la Toisson d'Or 68/9
1060 Bruxelles.

LE PRESIDENT F.F. DE LA VIII^e CHAMBRE DES REFERES,

Vu la demande introduite le 30 avril 2003 par Etienne SEVRIN tendant à la suspension de l'exécution de "la proposition du comité permanent de la R.T.B.F. du 27 février 2003 de ne pas soumettre au conseil d'administration de la R.T.B.F. sa candidature à l'emploi de "Responsable des facilités" à la R.T.B.F. ainsi que la suspension de l'exécution de "la décision du conseil d'administration de la R.T.B.F. du

28 février 2003 de nommer Emmanuel ROBBEN à l'emploi de "Responsable des facilités" et, par voie de conséquence, de ne pas le nommer à cet emploi";

Vu la requête introduite le même jour par le même requérant qui demande l'annulation des mêmes décisions;

Vu la requête introduite le 30 mai 2003 par laquelle Emmanuel ROBBEN demande à être reçu en qualité de partie intervenante dans la procédure en référé;

Vu la note d'observations et le dossier administratif de la partie adverse;

Vu le rapport de M^{me} JOTTRAND , auditeur au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 17 septembre 2003 fixant l'affaire à l'audience du 15 octobre 2003;

Vu la notification de l'ordonnance de fixation et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M^{me} GEHLEN, conseiller d'Etat;

Entendu, en leurs observations, Mes MAINGAIN et VAN DE GEJUCHTE, avocats, comparaissant pour le requérant, Me LEVERT, avocat, comparaissant pour la partie adverse, et Me SIMONART, avocat, comparaissant pour la partie intervenante;

Entendu, en son avis conforme, M^{me} JOTTRAND, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les éléments utiles à l'examen de la demande sont les suivants :

Entré à la RTBF en 1970 en qualité d'animateur-présentateur radio à temps partiel, le requérant y a exercé différentes fonctions avant de se voir confier, le 15 juin 1998, l'exercice des fonctions supérieures de directeur des affaires générales. Il a été nommé à titre définitif à cet emploi le 1^{er} octobre 1999.

Le 19 décembre 2002, le Gouvernement de la Communauté française a adopté un décret modifiant le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-

Télévision belge de la Communauté française, en abrégé RTBF. Ce décret étend à toutes les fonctions de direction et à celles de chef de rédaction et de rédacteur en chef le régime de mandat déjà instauré pour les emplois d'administrateur général et de directeur général. Son article 14 insère dans le chapitre III du décret modifié une section IIIbis comprenant un article 17bis et un article 17ter qui traitent respectivement des fonctions de directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général et de celles de directeur autre que sous lien hiérarchique direct d'un directeur général, de chef de rédaction et de directeur. Pour ces deux types de fonctions, le conseil d'administration arrête, sur proposition de l'administrateur général, "le nombre, les fonctions et les attributions". Ces dispositions règlent également la procédure à suivre par le conseil d'administration pour les désignations. Le décret comporte notamment les dispositions transitoires suivantes :

Article 31 :

" ...

§3. Les postes définis à mandat en vertu du présent décret font l'objet d'une suppression d'emploi. La suppression de l'emploi occupé par l'agent ne peut donner lieu à la perte de la qualité d'agent ou au licenciement. Le statut fixe une procédure de réaffectation des agents dont l'emploi est supprimé. L'agent en réaffectation conserve ses droits au traitement et ses titres à la carrière. La période de réaffectation est prise en considération pour l'ancienneté administrative et pécuniaire".

Article 32 :

" Par dérogation à l'article 27 du présent décret modifiant l'article 29 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF en y ajoutant un § 2, dans l'attente de l'adoption du statut temporaire par l'entreprise, les titulaires de fonctions soumises à mandat par le présent décret pourront être recrutés sous le régime contractuel. Le titulaire d'une fonction soumise à mandat engagé sous régime contractuel en application de l'alinéa 1^{er} qui, au moment de sa désignation à cette fonction était nommé à titre définitif, est mis en congé d'office pour l'exercice d'une tâche visée à l'article 27 du présent décret modifiant l'article 29, § 1^{er}, 4^o, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF pendant la durée du mandat".

Au début du mois de janvier 2003, la partie adverse a lancé, par des avis au personnel et dans la presse, un appel aux candidats tant externes qu'internes en vue d'attribuer les postes dans son équipe de direction et de recherche, notamment ceux de directeur des infrastructures, de responsable des facilités et de directeur de la radio. Le requérant a posé sa candidature au poste de responsable des facilités.

L'examen des candidatures et la modification des emplois du cadre du personnel se sont ensuite poursuivis parallèlement.

La procédure de modification du cadre peut être résumée de la manière suivante :

- Dans une note au conseil d'administration du 27 janvier 2003, l'administrateur général a fait une proposition de modification à soumettre au comité permanent et à la commission paritaire. Il s'agissait de supprimer les emplois de direction à partir du rang 13 S, tant au cadre culturel qu'au cadre administratif et au cadre technique et d'ajouter, à la même date, les postes à mandat dans les mêmes cadres. A deux ou trois unités près, le nombre global d'emplois était inchangé.
- La question est examinée par la commission paritaire en séance du 7 février 2003. Celle-ci marque son accord sur les modifications qui lui sont soumises, mais propose "d'ajouter au cadre du personnel un cadre en extinction composé de douze emplois de chargés de mission administratifs/culturels/techniques (rangs 14/13) et de modifier la hiérarchie des grades en ce sens en ajoutant, sous les rangs 13 et 14, les mentions de chargé de mission" et précise que "de la sorte, avant d'entamer la procédure de réaffectation débouchant, le cas échéant, sur une mise en disponibilité des agents visés au point 2 de l'ordre du jour, l'autorité disposerait de la faculté de proposer aux intéressés des postes de chargés de mission"; à cette fin, la commission paritaire marque unanimement son accord "pour déroger de manière ponctuelle aux dispositions du statut du personnel" sur les points suivants : "Les nouveaux emplois ainsi créés ne donneront lieu ni à ouverture de poste ni à affichage aux valves" et "Les rangs et barèmes atteints par les agents concernés ne subiront aucune modification entraînant par le fait même la garantie de maintien de leur rémunération".
- En séance du 28 février 2003, le conseil d'administration adopte les suppressions et créations d'emplois proposées et "décide en outre, compte tenu de l'avis favorable unanime rendu par la Co. Par. le 07.02.2003, de rencontrer et de régler la problématique des directeurs nommés à durée indéterminée dont les emplois sont supprimés en vertu de la note susvisée, en ajoutant au cadre du personnel, à compter du 28.02.2003, un *cadre en extinction* comprenant les emplois suivants :
 - 12 emplois de chargés de mission administratifs/culturels/techniques (rangs 14/13), à titre temporaire, jusqu'au 31.12.2003;
 - 12 emplois de chargés de mission administratifs/culturels/techniques (rangs 14/13) à durée indéterminée.

De manière à pouvoir opérer les modifications de cadre proposées, le conseil d'administration décide enfin, compte tenu de l'avis favorable unanime rendu par la Co. Par. le 07.02.2003, de modifier comme suit l'arrêté du 31.07.1995 fixant la répartition hiérarchique des grades dont peuvent être titulaires les agents de la RTBF :

- Rang 14

Chargé de mission administratif/culturel/technique.

- Rang 13

Chargé de mission administratif/culturel/technique".

Le conseil d'administration arrête encore le mode d'attribution des grades de chargé de mission. Enfin, il charge l'administrateur général "d'informer, le soir même, par écrit, les personnes visées par les mesures de suppression d'emploi de leur situation personnelle".

Quant à la procédure de désignation aux emplois dits "à mandat", elle se déroule comme suit :

- Les candidatures sont examinées par un collège d'experts, désigné par le conseil d'administration, en application de l'article 17, § 3, 3°, du décret du 14 juillet 1997, modifié par le décret du 19 décembre 2002. Selon le rapport de ce collège, celui-ci a analysé les candidatures sur la base d'une grille de critères et a ensuite exprimé un avis sur toutes les candidatures. En ce qui concerne le requérant, l'avis porte que "Le candidat convient à la fonction". Quant à Emmanuel ROBBEN, candidat qui sera désigné, l'avis mentionne : "Le candidat convient à la fonction mais a une expérience limitée aux volets 'gestion des bâtiments' et une connaissance faible de l'institution".
- Les candidatures sont ensuite examinées, le 27 février 2003, par le comité permanent. Celui-ci, "Après avoir pris connaissance des projets des candidats ayant posé leur candidature à l'emploi susvisé et des avis des collèges d'experts" et "Après avoir entendu les explications de l'Administrateur général", "compare les projets, titres et mérites respectifs des candidats" et décide de ne pas proposer au conseil d'administration un certain nombre de candidatures, dont celle du requérant - pour des motifs tenant à sa vision de la dimension économique et à ses capacités fonctionnelles - et de proposer, pour les motifs qu'il énonce, Emmanuel ROBBEN.
- Le 28 février 2003, le conseil d'administration, "faisant siennes les conclusions et motivations du C.P. annexées au présent PV", décide de désigner Emmanuel ROBBEN au poste de responsable des facilités. Il décide également de conférer au

requérant, à dater du 28 février 2003, le grade de chargé de mission à l'échelle 13 S à titre temporaire jusqu'au 31 décembre 2003. Le requérant en est personnellement informé par une lettre de l'administrateur général du 20 mars 2003. Dès le 3 mars 2003 cependant, le journal d'information du système intranet de la RTBF avait annoncé la désignation par le conseil d'administration de la nouvelle hiérarchie de l'entreprise. Au cours de cette même séance, le conseil d'administration décide de "mandater l'Administrateur général pour engager avec les candidats désignés les négociations nécessaires à la conclusion avec ceux-ci des contrats d'emploi à durée déterminée de 6 ans visés à l'article 32 du décret du 19.12.2002".

- A la suite de la désignation d'Emmanuel ROBBEN, un contrat d'emploi a été conclu le 9 avril 2003 entre ce dernier et la partie adverse en vue "de régler les droits et obligations mutuels du directeur général des infrastructures et de l'entreprise, conformément à l'article 33 du décret du 19 décembre 2002 modifiant le décret du 14 juillet 1997 portant le statut de la RTBF". Selon l'article 1.1. de ce contrat, "L'Entreprise engage l'Employé en qualité de Directeur des Facilités". L'article 2.1. précise que le contrat prend cours le 9 avril 2003 et "prendra fin de plein droit au moment de l'entrée en vigueur du statut du mandataire temporaire visé aux articles 29, § 2 du décret du 14 juillet 1997 (...). Et, au plus tard, le 8 avril 2006. Si, à cette date le statut précité n'était pas entré en vigueur, le contrat serait renouvelé jusqu'à cette entrée en vigueur et, au plus tard, jusqu'au 8 avril 2009 pour autant qu'ensuite de la procédure d'évaluation définie à l'alinéa 2 du présent article, il n'ait pas fait l'objet d'une évaluation défavorable";

Considérant que, par requête introduite le 30 mai 2003, Emmanuel ROBBEN demande à intervenir dans la procédure en référé; qu'il y a lieu d'accueillir cette requête;

Considérant que, selon l'article 17, § 2, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, "la suspension de l'exécution ne peut être ordonnée que si des moyens sérieux susceptibles de justifier l'annulation de l'acte ou du règlement attaqué sont invoqués et à condition que l'exécution immédiate de l'acte ou du règlement risque de causer un préjudice grave difficilement réparable";

Considérant que le requérant invoque, comme éléments constitutifs d'un risque de préjudice grave difficilement réparable l'incertitude dans laquelle il se trouve quant au déroulement de sa carrière, la privation de l'essence de ses fonctions, une atteinte à son honneur et à sa réputation par la mise en doute de ses capacités, et la diminution de ses chances d'être lui-même désigné, compte tenu de son âge et de

l'expérience que le candidat désigné va acquérir et qui est susceptible d'être valorisée par une évaluation favorable;

Considérant qu'après la désignation d'Emmanuel ROBBEN, un contrat a été conclu entre celui-ci et la partie adverse; qu'une suspension de l'exécution de la désignation n'entraînerait pas la suspension de ce contrat; qu'en effet, l'exécution d'un contrat est de la compétence exclusive des cours et tribunaux; que, dès lors, l'essentiel du préjudice qui, selon lui, risque de lui être causé ne peut être évité par un arrêt de suspension du Conseil d'Etat; que cette constatation suffit pour rejeter la demande de suspension; que la circonstance que le contrat est susceptible de prendre fin pour une autre cause, à savoir l'adoption d'un statut des mandataires temporaires, n'est pas de nature à énerver cette conclusion; que la suspension de l'exécution de la décision du comité permanent de ne pas présenter la candidature du requérant ne lui procurerait aucun avantage dès lors que, pour les motifs qui viennent d'être indiqués, la demande de suspension de l'exécution de la désignation d'Emmanuel ROBBEN ne peut pas être accueillie,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

La requête en intervention introduite par Emmanuel ROBBEN dans la procédure en référé est accueillie.

Article 2.

La demande de suspension est rejetée.

Article 3.

Les dépens relatifs à la requête en intervention introduite par Emmanuel ROBBEN, liquidés à la somme de 125 euros, sont mis à charge de ce dernier.

Les dépens sont réservés pour le surplus.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt et un octobre
deux mille trois par :

M ^{me} GEHLEN,	conseiller d'Etat, président f.f.,
M ^{me} SCHMITZ,	greffier assumé.

Le Greffier assumé,

Le Président f.f.,

V. SCHMITZ.

S. GEHLEN.